

POLÉMIQUE HISTORIQUE, 2ÈME PARTIE

Si l'Armée rouge n'avait pas pris Berlin...



Nous poursuivons la publication de l'entretien accordé par l'historien russe Valentin Faline à Viktor Litovkine de l'agence RIA-Novosti. Il illustre le point de vue russe dans l'actuelle révision des mythes de la Seconde Guerre mondiale qui ont servi de justification aux relations internationales durant toute la Guerre froide. Dans cette seconde partie, M. Faline affirme que les bombardements et destructions massives des villes allemandes par l'aviation états-unienne ne visaient pas à affaiblir le Reich, mais à brûler la terre devant les troupes soviétiques pour les priver de leur part du butin.

page 2

Imposer un modèle unique

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Noam Chomsky rappelle que la démocratie n'a jamais été un but de guerre des États-Unis et que, de la Yougoslavie à l'Irak, ce qui est reproché aux cibles de Washington, c'est leur manque de docilité. Mais cette docilité ne s'obtient pas que par la guerre. Les analystes commencent à se pencher sur le rôle des ONG dans la stratégie impérialiste états-unienne, en s'appuyant sur l'exemple kirghize.

page 11

REPÈRE : 4 AVRIL 2002

Cessez-le-feu en Angola

Dans les années 60, Jonas Savimbi crée l'Unita, le Mouvement d'union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, rival du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et du Front national pour la libération de l'Angola (FNLA). Lorsqu'en 1975 le pays obtient son indépendance vis-à-vis du Portugal, la formation de Savimbi s'estime lésée par le partage du pouvoir qui en résulte. Une guerre éclate, qui s'éternise en raison du soutien apporté à l'Unita par les États-Unis et l'Afrique du Sud d'un côté, contre celui apporté par l'URSS et Cuba au MPLA. Après plusieurs échecs de négociations de paix, en 1991 la fin de la Guerre froide laisse les belligérants livrés à eux-mêmes et le conflit se mue alors en véritable guerre de ressources. L'Unita se finance essentiellement par l'exploitation des diamants sur les territoires qu'elle contrôle, tandis que le MPLA au pouvoir endette le pays vis-à-vis des compagnies pétrolières occidentales pour acheter des armes. La guerre redouble donc d'intensité, jusqu'à ce qu'en février 2002 Savimbi se fasse assassiner par son allié d'hier, la CIA. Un cessez-le-feu est signé le 4 avril, après 27 ans de guerre et un demi million de morts. ■

DIALOGUE DANS LA CIVILISATION

Quelle sera la place de l'islam dans la nouvelle Europe ?



En débattant de l'héritage chrétien de l'Europe et en ignorant son héritage musulman, en accordant dans son projet de Traité constitutionnel des droits particuliers aux Églises, mais en les refusant aux musulmans, les responsables politiques ont suscité des querelles stériles. C'est pourquoi Mohammed Bechari (en photo ci-dessus), président de la Fédération nationale des musulmans de France et vice-président du Conseil français du culte musulman, propose qu'on en revienne au principe simple de laïcité qui constitue, rappelle-t-il, la véritable culture de l'Europe.

page 20

Polémique historique, 2ème partie

Si l'Armée rouge n'avait pas pris Berlin...

Nous poursuivons la publication de l'entretien accordé par l'historien russe Valentin Faline à Viktor Litovkine de l'agence RIA-Novosti. Il illustre le point de vue russe dans l'actuelle révision des mythes de la Seconde Guerre mondiale qui ont servi de justification aux relations internationales durant toute la Guerre froide. Dans cette seconde partie, M. Faline affirme que les bombardements et destructions massives des villes allemandes par l'aviation états-unienne ne visaient pas à affaiblir le Reich, mais à brûler la terre devant les troupes soviétiques pour les priver de leur part du butin.



Prise de Berlin par l'Armée rouge, le 30 avril 1945

Lire cet article en

 **Español**

Viktor Litovkine : *Aujourd'hui, à la veille du 60e anniversaire de la Victoire, des débats animés ont lieu de nouveau à propos de l'opération de Berlin effectuée par les troupes du Premier front de Biélorussie à l'étape finale de la*

guerre. L'Occident continue de reprocher à l'Union Soviétique et à Gueorgui Joukov de n'avoir pas épargné les hommes au nom d'un geste de pure propagande : la pose du Drapeau rouge sur le Reichstag. Qu'en pensez-vous ?

Valentin Faline : À vrai dire, moi aussi, je me suis toujours posé cette question : est-ce que l'opération de Berlin valait la vie d'environ 120 000 soldats et officiers soviétiques ? Placer Berlin sous notre contrôle justifiait-t-il des sacrifices aussi énormes ? Dialoguant avec moi-même, je n'ai pas trouvé de réponse catégorique à cette question. Mais, après avoir lu intégralement les documents britanniques authentiques rendus publics il y a 5 à 6 ans, après avoir comparé les données de ces documents avec celles dont j'ai pris connaissance, dans le cadre de mes obligations professionnelles, dans les années 50, j'ai remis bien des choses à leur place et écarté une partie de mes doutes.

La volonté de l'URSS de prendre Berlin et d'atteindre les lignes de démarcation déterminées à la rencontre entre Staline, Roosevelt et Churchill à Yalta poursuivait, pour l'essentiel, l'objectif d'importance cruciale de prévenir, dans la mesure de nos possibilités, le projet aventureux couvé par le leader britannique, non sans le soutien de milieux influents des États-Unis, et d'empêcher que la Seconde Guerre ne se transforme en Troisième Guerre mondiale, dans laquelle nos ennemis seraient nos alliés d'hier.

Était-ce possible ? Le fait est que la coalition antihitlérienne était au zénith de sa gloire et de ses forces ?

Valentin Faline : Hélas, la vie abonde en cataclysmes. Il était difficile de trouver, au siècle dernier, un homme politique capable d'égaliser Churchill dans sa capacité de dérouter les étrangers et les siens. Henry Stimson, ministre de la Guerre de l'administration Roosevelt, a défini comme suit le comportement du premier ministre britannique : « une des formes les plus excentriques de débauche ». Le futur Sir Winston Churchill excellait surtout dans le pharisaïsme et les intrigues à l'égard de l'Union Soviétique.

Dans les messages adressés à Staline, il « priait pour que l'alliance anglo-soviétique soit une source de nombreux bienfaits pour les deux pays, pour les Nations Unies et le monde entier », il souhaitait « plein succès à la noble entreprise ». Il s'agissait d'une large offensive lancée par l'Armée rouge sur tout le front de l'Est en janvier 1945 préparée avec empressement en réponse à la prière de Washington et de Londres de venir en aide aux alliés qui s'étaient retrouvés dans une situation critique dans les Ardennes et en Alsace. C'était en paroles. Et dans les actes ? Se considérant comme libéré de ses engagements envers l'Union soviétique, Churchill essaya, à la veille de la conférence de Yalta, de persuader le président Roosevelt d'entrer en confrontation avec Moscou. Faute d'avoir réussi dans cette entreprise, le Premier ministre lança des actions séparées.

C'est alors que Churchill donna les ordres en vue d'entreposer les armes prises aux Allemands pour les employer éventuellement contre l'URSS et d'interner le personnel militaire allemand, en plaçant les soldats et les officiers de la Wehrmacht qui s'étaient rendus par divisions entières dans le land de Schleswig-Holstein et dans le sud du Danemark. Le dessein perfide du leader

britannique est devenu clair par la suite.

Rappelons que, depuis mars 1945, le Deuxième Front (occidental) n'existait plus ni formellement, ni réellement. Les unités allemandes ou bien se rendaient, ou bien reculait vers l'Est, sans opposer de véritable résistance à nos alliés. La tactique des Allemands consistant à conserver, autant que possible, leurs positions le long de toute la ligne de confrontation soviéto-allemande jusqu'à ce que l'Occident virtuel et le Front de l'Est réel se rejoignent, après quoi les troupes américaines et britanniques prendraient la relève des unités de la Wehrmacht en repoussant la « menace soviétique » suspendue au-dessus de l'Europe.

Il convient de signaler que les alliés occidentaux auraient pu avancer plus rapidement vers l'Est si les états-majors de Montgomery, d'Eisenhower et d'Alexander (théâtre italien d'hostilités) avaient mieux planifié leurs actions, coordonné plus judicieusement leurs forces et leurs moyens et dépensé moins de temps en discordes internes dans la recherche d'un dénominateur commun. Du vivant de Roosevelt, Washington ne se pressait pas, pour des motifs différents, de mettre une croix sur la coopération avec Moscou. Or, pour Churchill, « le Maure soviétique avait fait son affaire, il fallait l'éloigner ».

Comment devaient réagir les dirigeants soviétiques en apprenant la duplicité de Churchill ? Croire à l'approche de la « victoire commune », aux « ententes », conformément auxquelles chacune des trois puissances contrôlerait sa zone de responsabilité ? S'en remettre aux décisions prises sur le traitement de l'Allemagne et de ses satellites ? Ou bien serait-il plus utile de réfléchir aux données dignes de foi sur la trahison projetée dans laquelle Churchill entraînait Truman, ses conseillers Leahy et Marshall, le chef du service de renseignements américain Donovan et consorts ?

Je ne suis pas en mesure de répondre.

Valentin Faline : Souvenons-nous, la conférence de Yalta s'est achevée le 11 février. Le 12, dans la matinée, les invités ont quitté la ville. Ils ont cependant convenu en Crimée que l'aviation des trois puissances respecterait, au cours des opérations, certaines lignes de démarcation. Dans la nuit du 12 au 13 février, les bombardiers des alliés occidentaux ont rasé Dresde et se sont attaqués aux plus grandes entreprises de Slovaquie et de la future zone d'occupation soviétique en Allemagne pour que les usines ne tombent pas entre nos mains en état de fonctionnement. En 1941 Staline avait proposé aux Anglais et aux États-Unis de bombarder les chantiers pétroliers de Ploesti, en utilisant à cette fin les aérodromes de Crimée. Ils avaient refusé d'y toucher, à l'époque, mais ils les ont bombardés en 1944 lorsque l'armée soviétique était aux abords du principal centre pétrolier qui avait approvisionné l'Allemagne en carburant durant toute la guerre.

En quoi Dresde dérangeait-elle les alliés ?

Valentin Faline : Un des objectifs principaux des attaques contre Dresde était les ponts sur l'Elbe. Churchill a donné l'instruction, soutenue par les États-Unis, de stopper l'Armée rouge le plus loin possible à l'Est.

La destruction de la ville était donc un effet secondaire ?

Valentin Faline : On appelle cela « frais et dépens de guerre ». Mais il y avait aussi un autre objectif. Parmi les instructions que les équipages britanniques recevaient avant de s'envoler en mission il y en avait une qui leur prescrivait de montrer de façon convaincante aux Soviétiques les possibilités de l'aviation de bombardement alliée. Ils en ont fait la démonstration. Plus d'une fois. En avril 45, ils ont couvert d'un tapis de bombe Potsdam et ont anéanti Oranienburg. C'était une erreur humaine, nous a-t-on expliqué. Les pilotes visaient Zossen où se trouvait le QG de la Luftwaffe, affirmait-on. Une des « déclarations dérivatives » classiques qui ont été légion. Oranienburg a été attaqué sur l'ordre de Marshall et de Leahy pour détruire les laboratoires qui travaillaient sur l'uranium, leur personnel, les équipements et les matériaux qui risquaient de tomber entre nos mains. Ils les ont réduits en poussière.

Aujourd'hui, lorsque nous tournons un regard attentif vers cette époque cruciale pour chercher, dans le système de coordonnées d'alors, la réponse à la question de savoir pourquoi la direction soviétique a accepté de faire des sacrifices énormes juste à la fin de la guerre, nous sommes toujours poussés à nous demander si elle avait le choix. Outre les tâches strictement militaires, il fallait déchiffrer des rébus politiques et stratégiques pour l'avenir et mettre des obstacles à l'aventure projetée par Churchill.

N'était-il pas possible de déclarer carrément aux alliés que nous étions au courant de leurs projets et que nous les considérions comme inadmissibles ou d'informer l'opinion de ces plans perfides ?

Valentin Faline : Je ne suis pas sûr ce cela aurait donné un bon résultat. Des tentatives ont été faites pour influencer sur les partenaires en donnant le bon exemple. Par le diplomate soviétique Vladimir Semenov, je sais que Staline a invité dans son bureau Andréi Smirnov, chef du 3^e département européen du ministère des Affaires étrangères et, par cumul de fonctions, ministre des Affaires étrangères de la R.S.F.S.R., pour examiner, en présence de Semenov, différentes variantes d'actions à entreprendre sur les territoires placés sous le contrôle soviétique.

Smirnov a expliqué que notre armée, en poursuivant dans la foulée l'ennemi en Autriche, avait franchi les lignes de démarcation concertées à Yalta, et a proposé de se réserver de facto les nouvelles positions en attendant de voir comment les États-Unis se comporteraient dans une situation analogue. Staline l'a interrompu : « Erreur ! Envoyez un télégramme à nos alliés ». Et de dicter : « Poursuivant les unités de la Wehrmacht, les forces soviétiques ont été obligées de franchir une de ces lignes que nous avons tracées d'un commun accord. Je tiens à confirmer par la présente qu'une fois les hostilités achevées, la partie soviétique retirera ses troupes dans la limite des zones d'occupation établies ».

Les télégrammes ont-ils été envoyés à Londres et à Washington ?

Valentin Faline : Je ne sais pas qui en était le destinataire concret. Ils pouvaient être envoyés par des canaux militaires ou diplomatiques. Je répète seulement le récit d'un témoin de cet épisode. Je constate en même temps que

notre prise de position n'a pas impressionné Churchill. Après la mort de Roosevelt (12 avril 1945), il a exercé une forte pression sur Truman pour lui faire accepter qu'il n'était nullement nécessaire de respecter les accords de Téhéran et de Yalta, qu'il était temps de créer des situations nouvelles qui demanderaient des décisions nouvelles. Lesquelles ?

De l'avis du Premier ministre, les événements avaient conduit les puissances occidentales très loin à l'est et les « démocraties » feraient bien d'y prendre pied. Churchill s'opposait à la rencontre de Potsdam ou à la convocation d'une autre conférence qui légaliserait la victoire en rendant hommage à la contribution du peuple soviétique. D'après la logique du Premier ministre britannique, l'Occident se voyait accorder une chance de profiter du moment où les ressources de l'Union Soviétique touchaient à leur fin, les services logistiques étaient dispersés sur un territoire immense, les troupes lasses de la guerre, le matériel usé, pour contraindre Moscou à se soumettre au diktat des Anglo-Saxons ou à endurer les affres d'une nouvelle guerre.

Je tiens à le souligner, ce n'est pas de la spéculation, pas une hypothèse non plus, c'est la constatation d'un fait qui a un nom. Churchill a ordonné début avril (fin mars, selon une autre source) de préparer d'urgence l'opération « Unthinkable » (Inconcevable) dont la date de déclenchement était fixée au 1er juillet 1945. Il projetait d'y engager des forces états-uniennes, britanniques, canadiennes, un corps expéditionnaire polonais et dix à douze divisions allemandes. Ces mêmes divisions entières qui étaient stationnées au Schleswig-Holstein et dans le sud du Danemark.

Il est vrai que le président Truman n'a pas approuvé cette idée de jésuite, pour ne pas dire plus. Et ce, pour deux raisons, au minimum. Premièrement, l'opinion américaine n'était pas prête à accepter cette trahison cynique de la cause des Nations Unies.

Plutôt, une perfidie.

Valentin Faline : Oui. Mais ce n'est pas l'essentiel. Les généraux états-uniens ont défendu la nécessité de poursuivre la coopération avec l'URSS jusqu'à la capitulation japonaise. D'autre part, les militaires états-uniens, tout comme, d'ailleurs, leurs collègues britanniques, estimaient qu'il était plus facile de déclencher une guerre contre l'URSS que d'en sortir victorieux. Le risque leur semblait trop important.

Et une question revient sans cesse : comment le Grand quartier général soviétique devait-il agir après avoir reçu des signaux dans ce sens ? Si vous voulez, l'opération de Berlin a été une réaction à l'opération « Unthinkable » et l'exploit de nos soldats et officiers a été un avertissement à Churchill et à ses compagnons d'idées.

Le scénario politique de l'opération de Berlin avait été conçu par Staline. Et l'auteur du « volet militaire » de cette opération était Gueorgui Joukov. C'est lui qui a dû assumer le gros des critiques pour le prix de la bataille grandiose qui s'est déroulée aux approches de Berlin et dans la ville. Ces critiques s'expliquaient notamment par des causes émotionnelles. Le maréchal

Konstantin Rokossovski était plus près que Joukov de la capitale du Reich et se préparait déjà, au fond de lui-même, à en recevoir les clés. Pourtant, le GQG lui a assigné une autre mission. Tout porte à croire que le Commandant suprême aurait préféré un maréchal plus « dur ». Le maréchal Konev se sentait lui aussi affligé, voire même écarté. Je le sais car celui-ci me l'a dit. Au fond, dans l'opération de Berlin, un rôle de second plan lui était imparti...

Mais en avril 45, il s'est retrouvé lui aussi plus près de Berlin que Joukov...

Valentin Faline : Quoi qu'il en soit, le maréchal dont on disait qu'il était le bras droit de Staline a été choisi. Ce qui devait, cela allait de soi, ajouter à la gloire de grand capitaine du généralissime, celui qui « dirigeait » ce bras droit. Mais à l'époque, Staline n'était de toute évidence pas encore disposé à prêter oreille à ceux qui lui rapportaient les prétendues « envolées » de Joukov sur les graves erreurs commises par lui en 1941...



De gauche à droite : Winston Churchill, Franklin Roosevelt Joseph Staline à la conférence de Yalta en février 1945

Alors, Berlin, qu'est-ce que cette ville représentait pour nous l'époque ?

Valentin Faline : L'assaut de Berlin, le drapeau de la Victoire sur le Reichstag : cela n'était pas que l'accord final de la guerre. Et surtout pas une opération de propagande. Pour l'armée, entrer dans la « tanière » de l'ennemi et, par cela même, mettre un terme à la guerre la plus dure de l'histoire russe, était une affaire d'honneur. C'est de Berlin, disait-on dans l'armée, qu'était sortie la bête fasciste, celle qui a causé d'innombrables souffrances au peuple soviétique, aux peuples d'Europe et au monde entier. L'Armée rouge y est venue pour ouvrir une nouvelle page dans l'histoire de la Russie, de l'Allemagne et de l'humanité...

Entrons dans les détails des documents qui étaient rédigés, sur instruction de Staline, au printemps 45 : en mars, avril et mai. Tout chercheur impartial se convaincra que ce n'est pas le sentiment de vengeance qui animait l'Union soviétique. Elaborant à l'époque sa politique, le gouvernement soviétique prescrivait de traiter l'Allemagne comme un État ayant essuyé une défaite, et le peuple allemand comme le peuple responsable du déclenchement de la guerre.

Mais, en fait, personne ne projetait de faire de leur défaite une sanction sans prescription, leur coupant tout espoir d'un avenir digne. Staline réalisait la thèse qu'il avait formulée en 1941 : les Hitlers viennent et s'en vont, mais l'Allemagne et le peuple allemand restent.

Il fallait obliger les Allemands à apporter leur contribution au rétablissement de la « terre brûlée » qu'ils avaient laissée sur les territoires occupés. Mais pour amortir intégralement le préjudice causé à notre pays, toute la richesse nationale de l'Allemagne n'aurait pas suffi. « Prendre autant qu'on peut », « éviter de se charger de l'approvisionnement des Allemands », « piller le plus possible » : c'est dans ce langage peu diplomatique que Staline donnait ses instructions aux négociateurs soviétiques chargés de la question des réparations. Pas un seul clou n'était de trop dans la reconstruction de l'Ukraine, de la Biélorussie et des régions centrales de Russie ! Ces territoires ont perdu les quatre cinquièmes de leurs capacités de production. Les Allemands ont dynamité, « enroulant en vrille », 80 000 km de voies ferrées, même les traverses ont été détruites. Imaginez : 80 000 km, c'est plus que la longueur de tous les chemins de fer allemands avant la Seconde Guerre mondiale !

Des ordres fermes ont été donnés au Commandement soviétique pour arrêter les excès contre les populations civiles, surtout contre les femmes et les enfants. Les violeurs étaient jugés par des tribunaux militaires.

Mais Moscou exigeait dans le même temps de réprimer durement toute sortie, tout acte de subversion des « rescapés » et des « irréductibles », dans Berlin et la zone d'occupation soviétique. Et ceux qui voulaient tirer dans le dos des vainqueurs ne manquaient pas. Berlin tombait le 2 mai, mais les « combats d'importance locale » n'ont pris fin que dix jours plus tard. Ivan Zaïtsev, qui travaillait dans notre ambassade à Bonn, me racontait en plaisantant qu'il avait « toujours plus de chance que les autres ». La guerre s'est terminée le 9 mai, mais lui il l'a faite à Berlin jusqu'au 11. À Berlin, des unités SS de 15 pays résistaient aux troupes soviétiques. Des unités allemandes, mais aussi norvégiennes, danoises, belges, néerlandaises, luxembourgeoises, allez maintenant savoir de quels autres pays elles étaient !

Budapest, c'est un sujet à part. A présent, il s'agit de Berlin. Tout ce qui s'y produisait à l'époque et la manière dont cela se produisait donnait énormément de soucis au commandement soviétique. L'instauration du contrôle sur la ville était une affaire extrêmement compliquée et difficile. Aux abords de Berlin, il n'avait pas seulement fallu franchir les hauteurs de Seelow ni percer, au prix de très lourdes pertes, les sept lignes aménagées pour une défense prolongée. Dans les banlieues de la capitale du Reich et sur les principales artères de la ville elle-même, les Allemands avaient enfoui des chars, en les transformant en blockhaus blindés. Quand nos troupes ont, par exemple, débouché sur la Frankfurter Allee, avenue menant directement vers le centre-ville, elles y étaient accueillies par des rafales de feu qui nous ont également coûté bien des vies...

Et avant la guerre, la Frankfurter Allee s'appelait Adolf-Hitler-Strasse ?

Valentin Faline : Ils l'avaient ainsi baptisée jusqu'au mois de mai 1945. Dans cette allée, les chars de l'ennemi étaient positionnés à tous les points clés. Avec

l'acharnement des condamnés, leurs équipages tiraient pratiquement à bout portant sur l'infanterie soviétique, sur nos convois et nos blindés. Tout indiquait que la Wehrmacht s'était bien proposé de répéter la bataille de Stalingrad dans les rues de Berlin. Mais cette fois sur les bords de la Spree.

Quand je pense à tout cela, mon cœur se serre même aujourd'hui, et je me demande s'il n'aurait pas été préférable d'encercler tout simplement Berlin et d'attendre qu'il se rende ? Était-il donc obligatoire de hisser le drapeau sur le Reichstag, qu'il soit maudit ? À l'assaut de cet édifice des centaines de nos soldats ont trouvé la mort.

Il est évidemment difficile de juger post factum tant les vainqueurs que les vaincus. À l'époque, les raisons stratégiques prévalaient. En réduisant Dresde en ruines, les puissances occidentales cherchaient manifestement à intimider Moscou en exhibant le potentiel de leurs bombardiers. Pour sa part, Staline tenait à manifester aux auteurs de l'opération « Unthinkable » toute la puissance de feu et de frappe des Forces Armées soviétiques, tout en laissant entendre que l'issue de la guerre ne se décidait pas dans le ciel ni sur l'eau, mais sur terre.

Pouvons-nous tout de même affirmer que la prise de Berlin a empêché Londres et Washington de céder à la tentation de déclencher une Troisième Guerre mondiale ?

Valentin Faline : D'une façon ou d'une autre, une chose est sûre. La bataille de Berlin avait dégrisé nombre de têtes chaudes, tout en remplissant son rôle politique, psychologique et militaire. En Occident, beaucoup avaient la tête qui tournait à la pensée d'une réussite relativement facile du printemps de 1945. Le général états-unien de blindés Patton en faisait partie. Hystérique, il avait exigé du commandement que les troupes états-uniennes ne s'arrêtent pas sur l'Elbe, mais foncent à travers la Pologne et l'Ukraine vers Stalingrad, afin d'achever la guerre justement là où Hitler avait essuyé sa plus grande défaite. Ce même général Patton nous a d'ailleurs qualifiés, vous et nous, de « descendants de Gengis Khan ». Or, Churchill ne se gênait pas, lui non plus, dans le choix de ses expressions. Les Soviétiques n'étaient pour lui que des « barbares » ou des « singes sauvages ». Bref, les Allemands ne détenaient pas le monopole de la théorie de l'« Untermensch ».

La mort de Roosevelt s'est traduite par un brusque changement de repères dans la politique états-unienne. Dans son dernier Message au Congrès des États-Unis (le 25 mars 1945), le président avait bien prévenu : soit les États-Uniens assument la responsabilité de la coopération internationale en application des décisions de Téhéran et de Yalta, soit ils répondront d'un nouveau conflit mondial. Truman n'avait été nullement troublé par cette mise en garde, sorte de testament politique de son prédécesseur. Le 23 avril, au cours d'une réunion à la Maison-Blanche, il avait pour la première fois formulé haut et fort sa politique pour une perspective prévisible : la capitulation de l'Allemagne n'est qu'une question de jours. Désormais, les chemins de l'Union Soviétique et des États-Unis divergent complètement, alors que l'équilibre des intérêts est une occupation pour ceux qui ont les nerfs faibles. La « Pax Americana » doit être mise au centre de tout.

En d'autres termes, Truman était alors à deux doigts de rompre la coopération avec Moscou en l'annonçant immédiatement au monde entier. Cela aurait effectivement pu arriver sans... la fronde des militaires états-uniens. C'est qu'en cas de rupture avec l'Union soviétique, les États-uniens auraient dû, à eux seuls, mettre à genoux le Japon, ce qui aurait coûté aux États-Unis, selon le Pentagone, la perte d'un ou même de deux millions de « boys ». C'est ainsi qu'en avril 1945, pour des raisons à eux, les militaires US ont prévenu une avalanche politique. Par pour longtemps, il est vrai.

Une « offensive contre Yalta » avait été menée petit à petit. On avait mis en scène la capitulation de l'Allemagne à Reims. Ce marché en fait séparé s'inscrivait parfaitement dans le plan de l'opération « Unthinkable ». Autre preuve de la mise en veilleuse de la coopération des alliés après la chute de Berlin, le refus d'Eisenhauer et de Montgomery de participer à la Parade de la Victoire dans l'ancienne capitale du Reich. Pourtant, ils auraient dû passer les troupes en revue avec le maréchal Joukov.

Et c'est la raison pour laquelle la Parade de la Victoire a eu lieu à Moscou ?

Valentin Faline : Non. La Parade de la Victoire s'est quand même tenue à Berlin, comme prévu, mais le maréchal Joukov était seul à passer les troupes en revue. Cela se passait en juillet 1945. À Moscou, la Parade de la Victoire a eu lieu le 24 juin.

Ce texte est la seconde partie d'une interview entre l'historien Valentin Faline et Viktor Litovkine, journaliste à RIA-Novosti, publiée à l'occasion du 60^e anniversaire de la victoire sur le nazisme.

Première partie : « [La Seconde Guerre mondiale aurait pu prendre fin en 1943](#) »

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Imposer un modèle unique

Analyse

L'ancien député israélien et collaborateur de Yossi Beilin lors des négociations de Genève, Uri Savir, réaffirme dans le *Jerusalem Post* une idée en vogue dans la gauche israélienne et les milieux sionistes européens. Selon cette analyse, Mahmoud Abbas et Ariel Sharon seraient dans des situations analogues : il s'agit de deux hommes courageux voulant faire la paix, mais qui sont menacés par leur extrême droite respective. Il faut que les deux dirigeants combattent cette adversité durement et intensifient les discussions pour parvenir à un accord final et démocratiser la Palestine. Cette image ne supporte pas l'analyse. Si Ariel Sharon est effectivement menacé par plus extrême que lui en raison du retrait de Gaza, il n'est pas prêt pour autant à faire des concessions territoriales puisque les colons de Gaza sont relogés en Cisjordanie. Il n'a pas trouvé un partenaire en la personne de Mahmoud Abbas, mais un dirigeant palestinien docile, prêt à faire d'immenses concessions pour que les attaques israéliennes prennent fin et qui a été élu lors d'un scrutin dont tous ses rivaux sérieux avaient été écartés. Cette argumentation vise donc à mobiliser le soutien de la gauche à une politique qui ne va pas dans le sens d'une paix juste, mais qui est menée en son nom et celui de la démocratie.

Mais à manier trop souvent le mot démocratie, Israël ne prend-il pas un risque ? C'est ce que pense Yossi Alpher dans le *Daily Star*. L'ancien agent du Mossad éprouve des difficultés à se réjouir de cette « démocratisation » dont on parle tant en Palestine et au Liban. En effet, si le Liban et la Palestine laissent la parole à leurs citoyens, il deviendra évident que la population soutient en masse le Hamas et le Hezbollah ; ces deux mouvements resteront donc toujours aussi résolus à combattre Israël. L'auteur craint tout particulièrement la naissance d'un « arc chiite » allant de l'Iran au Liban si le « parti de Dieu » gagne les élections à Beyrouth après que les chiites aient gagné en Irak.

Cette inquiétude montre bien que ce qui est souhaité n'est pas la démocratie, mais la docilité arabe.

Dans une interview au *Berliner Zeitung*, Noam Chomsky valide cette analyse. Il affirme que si la démocratie arrive dans le monde arabe, ce n'était en rien l'un des buts de guerre de l'administration Bush. En outre, ce que souhaite Washington, ce n'est pas mettre en place des systèmes donnant la parole à la population, mais des gouvernements inféodés, la forme qu'ils prendront important peu. Si l'Irak a été attaqué, ce n'est pas parce qu'il s'agissait d'une dictature, mais parce que Saddam Hussein n'acceptait pas ce qu'on lui ordonnait. On a donc menti pour trouver une justification à la guerre et installer un régime vassal. L'auteur accuse l'Europe d'être traditionnellement complice de cette stratégie et d'avoir même prêté son concours à une politique similaire en Yougoslavie.

Toutefois, si l'Europe a été une assistante fidèle des coups tordus de Washington, elle tend à s'affranchir des États-Unis et, pire encore, à proposer un contre-modèle à l'ordre international voulu par Washington. Dans une interview à *Die Welt*, l'ancien conseiller de sécurité nationale états-unien Henry Kissinger affirme que ce qui est en jeu au Proche-Orient, ce sont les conceptions du monde : si les États-Unis parviennent à leurs fins en Irak, les Européens auront perdu et devront se soumettre au point de vue de Washington. Cela pèsera sur d'autres questions pour lesquelles il existe un différend euro-atlantique, comme la Chine ou l'Iran. Ce qui se joue, c'est la possibilité pour la première puissance mondiale de réaffirmer son autorité sur l'Europe.

Cette question du modèle à imposer ne se pose pas que dans le « Grand Moyen-Orient ». Aujourd'hui, l'Asie centrale, soumise aux « révolutions colorées », fait face aux mêmes problématiques de démocratisation, c'est-à-dire d'acceptation d'un modèle convenable pour Washington. Dans le *Washington Times*, la représentante républicaine de Floride Ileana Ros-Lehtinen reprend la problématique de la « guerre au terrorisme » et de la « guerre à la tyrannie » développée pour le Proche-Orient, afin de l'appliquer à l'Asie centrale. Elle vient de déposer une résolution devant le Congrès, exigeant désormais que l'aide au développement états-unien soit conditionné non seulement à la participation à la guerre au terrorisme, mais aussi à la « démocratisation ».

Spécialiste de cette région, Laëtitia Atlani-Duault revient dans *Libération* sur la place des ONG dans la conversion des ex-républiques soviétiques au modèle occidental. Ces groupes sont nés dans les années 90 grâce à des financements internationaux qui visaient à développer une « société civile » pour servir de contre-poids à la puissance de l'État. On a présenté ces organisations comme une composante « naturelle » de toute société démocratique. Pour l'auteur, les ONG sont un moyen pour les États-Unis d'empêcher toute possibilité d'un retour de l'État vers un modèle soviétique, et donc une façon d'imposer le modèle libéral dans ces pays. John Laughland, du British Helsinki Human Rights Group, va plus loin dans *The Guardian*. Les ONG ne font pas que la promotion d'un modèle de société, ce sont des instruments de déstabilisation. Elles ont servi au Kirghizistan à renverser le régime au profit des États-Unis, comme cela a été fait en Géorgie et en Ukraine. La succession des révolutions colorées est l'apparence moderne de la stratégie des coups d'État militaires utilisée en Amérique centrale dans les années 70 et 80. Aujourd'hui, Washington espère s'appuyer sur le Kirghizistan pour déstabiliser la Chine en influençant ses populations musulmanes.

Réseau Voltaire

Uri Savir



Ancien député israélien, Uri Savir est président du Peres Center for Peace. Il a été chef de l'équipe de négociation avec la Syrie (novembre 1995-mars 1996) et il a contribué à l'Initiative de Genève auprès de Yossi Beilin.

« Sharon doit prendre en compte le danger de l'extrême droite sérieusement »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Sharon should take the danger from the ultra-Right seriously », par Uri Savir, *Jerusalem Post*, 31 mars 2005.

Les services de renseignement israéliens étudient aujourd'hui la menace potentielle posée par la montée des extrémistes de droite pour saboter le retrait de Gaza. Certains de leurs dirigeants ont clairement parlé de l'utilisation de la violence pour empêcher le démantèlement des colonies et ont même parlé de guerre civile. En Israël comme en Palestine, quand il s'agit de faire la paix, l'ennemi est à l'intérieur. Si on regarde les accords d'Oslo, on constate que les problèmes sont venus de l'opposition interne dans les deux camps. Il y a eu Ygal Amir de notre côté, le cheikh Yassine de l'autre.

Les tensions internes viennent du débat sur l'identité nationale dans les deux sociétés, mais malheureusement ces batailles internes vont être exacerbées quand vont se développer les discussions sur la Cisjordanie et Jérusalem. Les deux côtés doivent se préparer à une farouche opposition et ils doivent la combattre en adoptant une politique de tolérance zéro face à la violence.

Mahmoud Abbas doit démanteler les infrastructures terroristes et **Ariel Sharon** doit considérer l'extrême droite comme un danger stratégique pour Israël. Cela doit conduire les deux camps à intensifier les négociations.

Ce développement des discussions est d'autant plus possible que les deux camps savent sur quelles bases approximatives l'accord final doit avoir lieu : le plan Clinton et les discussions de Taba. Même le mur de sécurité de Sharon est proche d'arriver à cette logique en dépit d'une fondation idéologique issue du « Grand Israël ». Il est dans l'intérêt des deux camps de poursuivre leur combat contre la violence, pour le développement économique et la construction de l'Autorité palestinienne. C'est ce que veut la majorité silencieuse des deux côtés.

Yossi Alpher

Ancien officier du Mossad, Yossi Alpher est co-rédacteur de Bitterlemons.Org et de Bitterlemons-International.Org. Il est membre du comité exécutif du Council for Peace and Security, une organisation qui a été la première à demander que soit construit un mur autour des territoires palestiniens suivant la « Ligne verte ».

« Le Hezbollah et le Hamas : des islamistes armés réfléchissent à la démocratie »

Source : Daily Star

Référence : « Hizbullah and Hamas : armed Islamists consider democracy », par Yossi Alpher, *Daily Star*, 31 mars 2005.

Si on regarde l'impact des récents évènements de démocratisation en Irak, au Liban et en Palestine, le contraste entre les deux dernières opinions publiques palestiniennes et libanaise est instructive. Aujourd'hui, la société libanaise est divisée en deux : ceux qui veulent la reconstruction de leur démocratie et le départ syrien et ceux qui, derrière le Hezbollah veulent renforcer l'emprise chiïte sur le pays. Les deux camps sont pacifiques mais il y a de l'électricité dans l'air. On ne trouve absolument pas cette excitation chez les Palestiniens. Malgré le retrait israélien de Gaza, les Palestiniens se sentent davantage à la traîne des évènements plutôt qu'encouragés par ce qu'il se passe.

Compte tenu de la démocratisation du monde arabe et particulièrement de la Palestine et compte tenu du sérieux de **George W. Bush** dans son désir de récompenser les Arabes pour ces avancées démocratiques, **Ariel Sharon** et ses successeurs vont subir des pressions pour faire des concessions territoriales. Dans le court terme toutefois, les évènements au Liban et en Syrie rendront plus facile pour Israël et l'Autorité palestinienne la poursuite de la stabilisation de la situation.

Ces évènements favorables peuvent toutefois être réduits à néant par le développement dans l'arène politique de mouvements islamistes, le Hezbollah au Liban et le **Hamas** en Palestine. L'entrée de ces mouvements dans le jeu politique est bien vu en Europe et aux États-Unis, mais leur éventuel abandon du terrorisme ne veut pas dire qu'ils ne diffuseront pas leur attitude négative concernant le droit à l'existence d'Israël.

Les « démocratisateurs » de Washington et d'ailleurs semblent pourtant croire qu'il s'agit d'une évolution favorable. Les pessimistes, tel Abdallah de Jordanie, craignent pour leur part la constitution d'un arc radical chiïte de l'Iran au Liban. Un arc qui pourrait affronter les modérés en Palestine.

Noam Chomsky



Noam Chomsky est professeur de linguistique à l'université du Massachusetts. Intellectuel engagé, il a pris depuis longtemps position contre l'impérialisme états-unien.

« Bush veut installer des gouvernements dociles »

Source : Berliner Zeitung

Référence : « Bush will fügsame Regierungen installieren », par Noam Chomsky, *Berliner Zeitung*, 29 Mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le gouvernement états-unien prétend que les mouvements d'opposition qui se réveillent au Proche-Orient sont un phénomène démocratique provoqué par l'invasion de l'Irak, pourtant officiellement personne ne célèbre l'attaque du Japon sur Pearl Harbour le 7 décembre. Elle avait pourtant provoqué la libération de l'Indonésie du pouvoir colonial néerlandais, puis la libération de l'Inde et de Singapour qui étaient victimes du sanguinaire impérialisme britannique. On ne peut pas justifier une guerre à posteriori parce qu'elle a quand même apporté quelques résultats positifs. Ceux qui disent qu'il y a quand même eu des élections en Irak sont des optimistes pour ne pas dire des opportunistes. Le but du gouvernement **Bush** n'était nullement la libération et la démocratisation de l'Irak ; les bombardements du Vietnam eux aussi devaient apporter la liberté au peuple. Le gouvernement veut mettre en place des régimes dociles. Comment ? En occupant le pays, en excluant les candidats aux élections qui ne défendent pas leurs intérêts. On donne les moyens d'agir aux forces politiques choisies en réécrivant la constitution et on organise des « élections libres ». Chez eux non plus, les États-Uniens ne voudraient pas d'un système où la population décide réellement de la politique du pays. Les élections en Irak et en Afghanistan étaient uniquement destinées à faire accepter l'occupation. L'exercice a bien fonctionné, Bush a acheté les élections comme validation par le peuple du résultat de l'invasion.

Le principal danger que représentait Saddam était de ne pas se plier aux exigences, on a donc fait un exemple qui est efficace. L'opposition à l'oppression que l'on observe dans la région est bonne, où qu'elle soit, mais les mouvements actuels existent depuis longtemps. En exportant la démocratie, l'Amérique a ses propres objectifs, ce n'est pas parce qu'ils n'organisent pas d'élections que certains gouvernements les gênent, mais à cause de leurs ambitions en politique extérieure. L'Europe a sensiblement les mêmes intérêts et elle coopère en général, la guerre contre la Yougoslavie n'est qu'un exemple. Même au ministère de la défense britannique, on reconnaît qu'avant les bombardements de la Yougoslavie, la majorité des morts étaient à mettre au compte de l'armée de libération du Kosovo. Les nettoyages par les Serbes n'ont commencé qu'après le début de la guerre de l'OTAN, mais on ne parle pas de cela en Europe.

Henry Kissinger



Henry Kissinger (Le 2 de pique du régime Bush) est ancien secrétaire d'État et conseiller de sécurité national états-unien. Il est président démissionnaire de la Commission d'enquête indépendante sur le 11 septembre. Il est président de Kissinger Associates

« Les Etats-Unis gouvernent-ils le monde M. Kissinger ? »

Source : Die Welt

Référence : « Regieren die USA die Welt, Herr Kissinger ? », par Henry Kissinger, *Die Welt*, 27 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le fait que la Bulgarie décide après l'Italie de retirer ses troupes n'est pas très important, c'est la reconstruction politique qui importe dans les deux ou trois années à venir en Irak. Si nous réussissons sans les Européens, ils auront honte ; si nous échouons, nous en paierons tous les conséquences car la région sera instable. L'Amérique ne gouverne pas le monde et elle ne doit pas essayer de le faire. La force douce n'est plus d'actualité en Irak, le pays doit protéger ses structures. Le cas de l'Iran est un bon test, aussi bien pour ce qui est du problème des armes de destruction massive que pour la coopération transatlantique. Si la diplomatie échoue, ce qui je pense est envisageable, nous devons prendre d'autres mesures. Les Européens n'y sont pas prêts, pourtant si nous laissons faire l'Iran, alors l'Egypte, la Turquie et d'autres voudront aussi être des puissances nucléaires, le risque serait alors gros de voir les armes nucléaires finir dans les mains de criminels.

Les Européens disent « nous devons lever les sanctions contre la Chine mais nous ne livrons pas d'armes » ; la réaction de l'Amérique était prévisible bien que certains aient réagi de façon excessive selon moi. Les Européens doivent comprendre que **George W. Bush** est un président fort qui dirige un parti où les opinions sont diverses. Tous ceux qui connaissent **Paul Wolfowitz** savent qu'il s'est battu pour la démocratie et les progrès sociaux là où il a été en poste.

Je ne pense pas que le projet qui vise à autoriser les gens nés à l'étranger à se présenter aux élections présidentielles aboutisse ; les politiciens ne veulent pas de rivaux supplémentaires. **Hillary Clinton** va sûrement se présenter mais j'ai peur que les préjugés concernant les femmes ne s'expriment dans l'isolement. Je suis né en Allemagne avant la guerre et j'ai un sentiment particulier pour ce pays. Les gens ont tendance à être très idéologiques aux États-Unis, mais l'idéalisme des États-Unis est très important pour le monde.

Ileana Ros-Lehtinen



Ileana Ros-Lehtinen est députée républicaine de Floride et préside le sous-comité sur le Moyen-Orient et l'Asie centrale de la Commission des Relations internationales de la Chambre des représentants. Militante anti-castriste, elle est aussi co-rédactrice d'un projet de loi prévoyant des sanctions économiques contre la Syrie et ouvrant la voie à une intervention militaire.

« Un rôle états-unien en Asie centrale »

Source : Washington Times

Référence : « A U.S. role in Central Asia », par Ileana Ros-Lehtinen, *Washington Times*, 31 mars 2005.

Quand le terrorisme nous a frappés le 11 septembre, les États-Unis ont réagi en révolutionnant leur politique étrangère. La nouvelle approche états-unienne se concentrait sur le principe que la liberté et la démocratie sont les antidotes du terrorisme et que, sur le long terme, la liberté aboutit à la paix, à la stabilité et à la sécurité.

Ce qui se passe au Kirghizistan aujourd'hui illustre le besoin de liberté des populations mais aussi la nécessité de renforcer notre politique en Asie centrale, une région touchée par un grand nombre de menaces transnationales. Après la chute de l'URSS, l'islamisme a connu un regain d'activité dans la région. C'est ainsi qu'un mouvement wahhabite, le Hizb ut-Tahrir, a vu le jour en Ouzbékistan. Les dictatures locales répriment durement leur opposition et cela entraîne une radicalisation de la population qui profite aux islamistes. La répression n'est pas la bonne façon de contrer cette menace. Au contraire, elle alimente le terrorisme.

C'est pour cette raison que nous devons conditionner notre aide à ces pays, à leurs progrès démocratiques en plus de leur coopération dans la guerre au terrorisme. C'est le sens de la résolution que je viens de déposer au Congrès.

Laëtitia Atlani-Duault

Ex-chargée de missions de l'ONU en Asie centrale et Transcaucasie, Laëtitia Atlani-Duault est maître de conférences en anthropologie. Elle publiera bientôt : *Au bonheur des autres. Anthropologie de l'aide humanitaire.*

« ONG à l'aide du Kirghizistan »

Source : Libération

Référence : « ONG à l'aide du Kirghizistan », par Laëtitia Atlani-Duault, *Libération*, 31 mars 2005.

Après les révolutions rose en Géorgie et orange en Ukraine, la « révolution des tulipes » au Kirghizistan concrétise les aspirations démocratiques des anciennes provinces de l'Union soviétique, ouvrant pour le peuple kirghize et ses voisins un nouvel espoir. Toutefois, ce à quoi nous assistons n'a rien de spontané, c'est le fruit d'une longue préparation dont on peut encore aujourd'hui se demander si elle reflète fidèlement cette volonté populaire que nous lui prêtons.

Depuis les années 90, un grand nombre d'ONG financées par l'ONU ou la

Banque mondiale ont été créées sur place pour promouvoir un certain modèle de société. Il n'y avait alors au Kirghizistan aucune ONG locale au sens où nous l'entendons. Dès son arrivée, l'aide internationale va pourtant s'articuler autour de deux axes majeurs : la promotion d'un cadre législatif et social favorable à la création d'ONG locales, et une assistance financière et technique offerte à leurs membres. Cela visait à créer une société civile forte pouvant servir de contre-pouvoir à l'État. Cela eut lieu alors que les citoyens kirghizes, comme ceux de Géorgie ou d'Ukraine, passaient brutalement du statut de citoyens de la seconde puissance mondiale à celui d'habitants d'un pays en voie de développement, à qui il fallait donner des conseils après une indépendance pour laquelle ils n'avaient pas lutté. Ces « conseils » se fondaient sur la perception de la majorité des soviétologiques états-uniens durant la Guerre froide : la destruction de la société civile était l'un des éléments centraux du totalitarisme soviétique, caractérisé par sa capacité à limiter toute action indépendante, et cela dans toutes les sphères d'activités. L'aide internationale va alors devenir un facteur de changement de cet aspect.

Cette politique se fonde sur deux présupposés :

- ▶ La société civile n'est pas une construction sociale de l'Occident mais elle serait en fait une sorte d'émanation « naturelle » de toute organisation démocratique, donc indépendante de la culture spécifique sur laquelle elle reposera.
- ▶ La « société civile » dépendra étroitement du contexte culturel. Il ne s'agit pas, pourrait-on dire, de prétendre imposer un modèle venu de l'Occident, mais bien plus de faire ré-émerger la spécificité culturelle contre l'uniformisation du modèle soviétique. En d'autres termes, la soviétisation du pays se serait faite par l'imposition d'un modèle unique, alors que l'apport de la « société civile » serait justement l'inverse.

La promotion des ONG locales dans la société kirghize ne serait donc pas une imposition venue de l'extérieur. Ce subtil glissement permet de légitimer les politiques d'assistance, mais plus encore peut-être de ne faire porter la responsabilité des échecs, des retards et des résistances que sur la seule persistance d'archaïsmes directement issus du modèle soviétique. Dans cette vision, la création d'ONG locales prêtes à renverser un pouvoir centralisé par une révolution correspondrait donc à la victoire de la démocratie grâce au levier de la culture, tandis que la moindre résistance à ce mouvement épargnerait la culture pour ne correspondre qu'à l'uniformisation sociale pré-démocratique. Pour les États-Unis, la victoire sur l'URSS n'est pas suffisante : il faut une conversion totale au point de vue du vainqueur afin d'éviter de voir le pouvoir étatique tendre vers un retour à un modèle de gouvernement hérité de l'époque soviétique, précisément ce qui se dessinait au Kirghizistan ces dernières années. Il s'agit donc pour les organisations internationales de contrecarrer cette possibilité en favorisant l'émergence d'ONG locales, contre-pouvoir à l'État et garantes de la victoire d'un certain modèle économique libéral. Voilà qui est fait avec la « révolution des tulipes ».

John Laughland



John Laughland est administrateur du British Helsinki Human Rights Group, association étudiant la démocratie et le respect des Droits de l'homme dans les anciens pays communistes, et est membre de Sanders Research Associates.

« La mythologie du pouvoir du peuple »

Source : The Guardian

Référence : « The mythology of people power », par John Laughland, *The Guardian*, 1er avril 2005.

Avant sa dénonciation hier de l'influence états-unienne dans le « coup d'État anti-constitutionnel au Kirghizistan » qui l'a renversé, **Askar Akaïev** a utilisé un terme intéressant pour dénoncer ceux qui ont semé le trouble dans la vallée de Ferghana, une région riche en drogue. Il a parlé d'une « troisième force criminelle », liée à la narco-mafia. Cette expression de « troisième force » a servi d'abord à désigner les opération secrète contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud, puis les mouvements « démocratiques » pro-états-unien en Iran en novembre 2001. Enfin, cette expression trouva sa consécration dans un livre publié par la **Carnegie Endowment for International Peace** et qui détaillait la façon dont les ONG pouvaient servir aux changements de régimes en Asie centrale.

La troisième « révolution populaire » en Asie centrale après la Géorgie et l'Ukraine montre que l'espace post-soviétique ressemble aujourd'hui à l'Amérique centrale des années 70-80, quand les États-Unis suscitaient des coups d'État pour affirmer leur contrôle régional. Certains des responsables de ces renversements de régimes travaillent aujourd'hui à la même tâche dans le monde post-soviétique. C'est le cas de Michael Kozak, actuel ambassadeur en Biélorussie, qui affirma en 2001 qu'il fait aujourd'hui à Minsk ce qu'il faisait au Nicaragua avant : « soutenir la démocratie ».

la gauche ne semble pas comprendre cette continuité et s'enthousiasme avec la presse pour l'expression du « pouvoir populaire » dans la rue. Les régimes de l'ex-URSS qu'on présente comme des dictatures sont en fait les régimes les plus faibles du monde. L'ambassadeur états-unien à Bichkek reconnaît que le Kirghizistan est le premier receveur d'aide de Washington en Asie centrale et que cette aide se fait principalement en direction des ONG. Dans la presse kirghize, 60 journaux d'opposition sont financés par la **Freedom House** de l'ancien directeur de la CIA, **James Woolsey** et les États-Unis soutenaient également des radios et des télévisions.

Akaïev, comme Chevarnadze ou Kuchma, a été un allié des États-Unis, mais quand il n'a plus convenu on l'a remplacé. Ce changement de dirigeant va servir les États-Unis dans leur travail en direction des populations musulmanes de Chine.

Dialogue dans la civilisation

Quelle sera la place de l'islam dans la nouvelle Europe ?

En débattant de l'héritage chrétien de l'Europe et en ignorant son héritage musulman, en accordant dans son projet de Traité constitutionnel des droits particuliers aux Églises, mais en les refusant aux musulmans, les responsables politiques ont suscité des querelles stériles. C'est pourquoi Mohammed Bechari (en photo ci-dessus), président de la Fédération nationale des musulmans de France et vice-président du Conseil français du culte musulman, propose qu'on en revienne au principe simple de laïcité qui constitue, rappelle-t-il, la véritable culture de l'Europe.

On ne peut envisager l'avenir et la place des musulmans dans l'Europe de demain sans évoquer le passé européen de l'islam.

Il suffit de se souvenir des sept siècles de civilisation andalouse dont l'islam a gardé un profond souvenir, et à qui les débuts de la Renaissance européenne doivent un grand nombre d'emprunts.

L'Andalousie nous intéresse encore pour ses leçons de tolérance et de grande ouverture. Les religions du Livre y cohabitaient dans l'harmonie comme le montre le bel exemple de sainte Marie Blanche de Tolède qui servait de mosquée le vendredi, accueillait la prière juive le samedi, puis la messe le dimanche.

Gustave Le Bon a montré l'influence de l'islam dans l'adoucissement des mœurs de l'Europe médiévale

Grâce à l'internationale scientifique implantée dans les grands foyers de la vie intellectuelle, comme Cordoue, la « science arabe » était rendue accessible à Gerbert d'Aurillac, qui, avant de devenir le pape Sylvestre II, avait étudié les mathématiques en Catalogne et en Andalousie ; un penseur juif arabisant comme Maïmonide a pu contribuer à concilier la théologie hébraïque avec la philosophie en s'inspirant d'Ibn Rochd, commentateur de toute l'œuvre d'Aristote et de *La République* de Platon.

Cette internationale de la science, où l'on bannissait toute référence aux critères confessionnels et ethniques permettait à Léonard de Pise de transmettre les méthodes numériques apprises à Bougie aux « ingénieurs de la Renaissance » qui, selon Bertrand Gille, empruntèrent à l'Andalousie et à la Sicile leur savoir et leur savoir-faire.

Ramond Lulle, moine majorquais, précurseur de l'orientalisme et de l'islamologie modernes a bénéficié du savoir des universités musulmanes et a été jusqu'à proposer une réforme de la liturgie chrétienne inspirée par ses connaissances islamiques.

Cette évocation n'est ni de l'apologie, ni du passéisme, ni de la nostalgie. Elle permet de rappeler l'apport de l'islam d'Europe à la civilisation humaine, et ce précédent peut éclairer sur ce que les musulmans peuvent apporter à nouveau dans un contexte certes différent, mais où les besoins d'acceptation de la différence et d'ouverture à la culture de l'autre restent vivement ressentis.

La chute de l'émirat de Grenade en 1492 a mis fin à cette civilisation andalouse, mais les morisques continuèrent à en être les vecteurs jusqu'à leur expulsion définitive au début du 17^e siècle.

Henri IV a laissé s'installer en France des dizaines de milliers d'entre ces proscrits qui avaient été sommés de choisir entre le « baptême et le bateau ».

On leur doit l'introduction en France du ver à soie et de la céramique. Au début du XX^e siècle, leurs traces étaient encore perceptibles jusqu'en Vendée et en Normandie.

Henri IV renouait ainsi avec l'exception française concernant l'islam qui avait permis à François 1^{er} de contracter une alliance durable avec Soliman le Magnifique, dont 30 000 marins ont stationné près d'un an à Toulon en 1542-43, pour dissuader une coalition de rois européens encerclant la France.

Plus tard, Louis XVI a signé, en 1773, avec le souverain alaouite Sidi Mohamed Ben Abdallah un traité prévoyant la construction de mosquées en France. Cette installation des musulmans par petits groupes ou individuellement a repris à la faveur des flux migratoires de la fin du XIX^e et de tout le XX^e siècle.

L'islam est redevenu européen après l'installation des différentes catégories de musulmans en Europe : travailleurs immigrés, soldats musulmans des guerres mondiales, supplétifs des armées européennes durant les guerres coloniales (Moluques néerlandais, Français musulmans, Marocains de l'Armée espagnole, Érythréens en Italie,...).

À cela il faudrait ajouter les Européens qui choisissent de devenir musulman. Malgré la discrétion de la plupart de ses membres, cette catégorie a acquis ces dernières années une visibilité et se trouve plus directement impliqué dans les débats concernant l'islam.

Aujourd'hui, l'Europe compte près de 15 millions de musulmans dont la plupart sont des citoyens des États de l'Union.

La reconnaissance du culte musulman et l'application du droit commun à cette religion figurent en bonne place parmi les revendications des musulmans d'Europe, qu'ils soient des pratiquants assidus, des pratiquants saisonniers, des

croissants non-pratiquants ou même des agnostiques.

Après une période d'indifférence à ces questions, les États de l'Union Européenne ont pris acte de cette présence et tiennent compte de plus en plus des aspirations des citoyens de confession musulmane.

La demande faite aux musulmans de désigner des instances représentatives pour être les interlocuteurs des pouvoirs publics est le signe de l'intérêt des responsables politiques pour cette question.

Dans l'histoire des perceptions de l'islam par les opinions occidentales, où persistent une part d'irrationnel, en même temps que le poids des conflits passés, cette demande revêt une grande importance. Elle signifie la relativisation des interrogations d'ordre métaphysique sur une religion dont l'essence a souvent été présentée comme différente de celle des autres monothéismes, et dont les adeptes seraient, de ce fait, difficilement intégrables, voire non-intégrables. La création d'instances représentatives à la demande des États signifie que la stratégie du soupçon cède la place à l'examen des modalités pratiques d'insertion de l'islam dans l'espace européen.

Il y a des publications de qualité consacrées aux situations locales, mais les différents aspects de la présence musulmane en Europe restent insuffisamment étudiés.

La FNMF veut multiplier les espaces de réflexion, de débats et de dialogue tous azimuts. En organisant un colloque, elle entend inaugurer une série de rencontres permettant l'échange d'idées et d'informations entre chercheurs, responsables politiques, dirigeants communautaires musulmans, et journalistes.

La FNMF a contribué à la mise en place laborieuse du Conseil français du culte musulman (CFCM) dont le fonctionnement exige un minimum de consensus musulman, qui n'est pas l'unanimité. Mais elle n'entend pas se contenter d'un face-à-face avec les pouvoirs publics, en faisant croire que tout est réglé par la seule présence à l'Élysée du président du CFCM à la cérémonie des vœux du Nouvel An.

Elle a déjà envisagé la dimension européenne par sa présence et son action au sein de la Conférence islamique européenne.

Aujourd'hui, il s'agit de rechercher le maximum de concertation entre les différentes instances représentatives mises en place ces dernières années dans les principaux pays de l'Union européenne. Car les problèmes comme ceux du financement du culte musulman dans des États laïques, de la formation des personnels religieux et de l'encadrement et de l'orientation des jeunes musulmans ont plus de possibilités d'être réglés au niveau européen.

Mais cela ne fait pas oublier la persistance de difficultés, comme celles qui sont sous-jacentes aux articles du projet de Constitution européenne relatifs à l'héritage religieux de l'Europe et aux relations avec les Églises, où l'islam est allègrement, et anormalement oublié.

Les présupposés idéologiques et politiques de ces « oublis » ont de quoi

préoccuper les musulmans, qui, malgré les progrès de ces dernières années, ont à nouveau le sentiment d'être à peine tolérés.

Ces « oublis » signifient-ils que l'Europe est conçue comme un club chrétien, que l'on accepte généreusement de baptiser judéo-chrétien, quand on veut faire preuve d'ouverture ?

Si c'est le cas, cela reviendrait à ignorer la théorie de « l'unité transcendantale des religions » développée avec érudition et persuasion par des musulmans européens comme Abdelwahid-René Guénon et Mustapha-Michel Valsan, qui ne faisaient que commenter les versets coraniques sur le Din al Qayim- la Religion Primordiale.

Mentionner l'apport de l'islam européen d'Andalousie dans un article sur l'héritage religieux de l'Europe ne serait que justice- si on tient absolument à cette orientation-. Cela éviterait une négation qui ajouterait aux sérieux inconvénients de l' « Histoire trouée » déplorés récemment par une équipe de chercheurs soucieux d'exactitude historique et d'équité sur le plan moral.

Vous le voyez bien : les difficultés ne manquent pas. Mais les possibilités d'avancer sont nombreuses.

Notre colloque sera une réussite s'il parvient à éviter le découragement à ceux qui mettent l'accent sur les seules difficultés, en s'inspirant de l'optimisme de Churchill qui s'efforçait de voir en tout risque une opportunité.

Dans cette perspective, le souvenir de l'Andalousie, où les affinités l'emportaient sur les conflits, pourra façonner l'avenir de l'islam en Europe.

J'aimerais partir du constat que les grandes religions de notre monde contemporain, outre les effets spécifiques qu'entraînent la sécularisation en Europe, sont également, sous les effets contradictoires de la mondialisation, compressées dans une spirale hélicoïdale dont les extrémités s'éloignent à grand pas l'une de l'autre, en deux pôles opposés : un pôle réactif identitaire qui entend se protéger et plus tragiquement se défendre par la violence de la puissance écrasante et altérante de cette mondialisation, et un autre pôle, ouvert et confiant qui entend se nourrir des opportunités de cette mondialisation et qui entend en même temps nourrir cette mondialisation d'une « conscience » qu'elle ne possède pas, dans son inexorabilité aveugle.

L'islam paraît plus sensible que d'autres religions à la tentation du pôle réactif, ce que de longs siècles de faiblesse ou de grande diversité dans ses espaces de développement seraient à même d'expliquer. Mais, d'autres religions, comme l'orthodoxie en Europe orientale ou certains mouvements post-protestants en Afrique, développent à leur tour une très forte tendance au rejet de l'extérieur ou de la différence, qui peuvent entraîner dans peu de temps des troubles profonds et destructeurs.

C'est dans ce contexte que l'Europe, comme processus et comme espace, est une chance pour les religions du monde. Elles s'y retrouvent toutes, empêchées de repli identitaire, comme emportées par cet « esprit » européen qui oblige à ne pouvoir se penser à l'écart des autres. L'Europe a expérimenté et pendant très longtemps, la guerre, la violence religieuse et le goût de l'hégémonie.

Cet espace, qui est autant géographique qu'intérieur, possède désormais un trésor. Il connaît les moyens de vivre en paix, moyens qu'il a fini par appliquer sur les ruines de sa propre histoire, responsable des pires totalitarismes et de deux guerres mondiales. De son expérience tragique, l'Europe a tiré des leçons pour sa préservation : Elle a construit un ordre méta-juridique universel dans ses principes, incarné par la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme de 1950, une organisation économique intégrée à travers les différentes étapes de la construction de l'Union européenne depuis 1951, une organisation politique qui émerge et dont les Européens attendent une véritable position extérieure.

L'Europe n'est pas qu'un héritage de l'histoire, car dans ce cas l'héritage serait surtout celui d'un passé compliqué. Elle est surtout un avenir, tenace dans l'objectif de sa réalisation et qui ne se construit pas contre un nouvel ennemi.

L'apport de l'Europe aux religions et à l'islam

Le processus de l'intégration européenne est long, parfois encombré, souvent critiqué, mais il a une grammaire que chacun a fini par apprendre : afin de sortir des divisions mortifères, des sirènes dangereuses du repliement et du mauvais réflexe de l'illusion identitaire, l'Europe intégrée propose un socle sur lequel les différents pays européens se retrouvent, tout en conservant leur propre modèle de fonctionnement. Le socle est simple à définir et il concerne aussi la manière dont l'Europe prend en compte les religions. Il s'agit de l'autonomie du pouvoir politique, face aux situations passées de monopole ou au contraire de divisions religieuses à l'intérieur de chaque Etat. C'est ce que le sociologue Jean-Paul Willaime appelle la « laïcité culturelle de l'Europe », une forme d'organisation de la société où le gouvernement a renoncé à trouver son fondement et son garant en une transcendance religieuse et qui s'en tient à un contrat entre ses membres vivants, celui de l'affirmation de droits fondamentaux partageables entre tous, avec une Constitution écrite .

C'est bien cet esprit contractuel, religieusement neutre et accueillant aux diversités, qui anime l'Europe intégrée et ses pays membres. L'Europe est un espace d'organisation dialogique, toujours en mouvement, sous l'effet de l'autocritique et le désir de mieux faire, qui empêche en même temps par ses règles communes, organisées dans le consensus, que les différences soient revendiquées comme des séparations irréductibles. Gérant la diversité, elle ne peut non plus favoriser une religion à cause de sa plus grande représentativité.

Ainsi, même si le catholicisme est devenu avec l'élargissement récent, la religion majoritaire du continent, cette grande religion ne peut prétendre en représenter toute la culture religieuse, ni toute la culture en général.

L'islam dans ce cadre européen, n'a donc pas besoin de revendiquer une place historique. Bien sûr, l'exigence d'une relecture historique de la place de l'islam dans l'histoire de l'Europe, a l'avantage de rappeler que l'islam a une histoire occidentale et que la civilisation islamique a fait fructifier et a transmis le patrimoine scientifique et philosophique du monde méditerranéen. Cette relecture, salutaire pour diminuer et faire disparaître dans l'avenir le rejet que l'islam suscite chez de nombreux Européens, ne doit pas servir de fondement à

la revendication très problématique d'une identité européenne, forgée aussi par des racines musulmanes.

Quand l'Église catholique met en avant le patrimoine chrétien de l'Europe et qu'elle revendique avoir construit l'Europe dans son identité culturelle originelle, elle suscite, malgré tout l'apport incontestable qu'elle possède, le réveil de mémoires religieuses concurrentes ou souffrantes, de la part des orthodoxes, des protestants ou des juifs.

Elle fait également réagir la communauté intellectuelle qui, à l'instar du philosophe Husserl, conçoit l'Europe comme l'espace réalisé de l'esprit critique non religieux. Revendiquer des racines musulmanes pour l'Europe susciterait un tollé beaucoup plus grave. En appeler à l'histoire pour justifier d'une position à maintenir ou à acquérir, engendre des querelles stériles, des débats glissants où les mémoires antagonistes se mobilisent, alors que le système même de l'intégration européenne permet de les éviter.

Car l'Europe dans son système juridique actuel et futur, dans le cadre de sa Constitution, dépasse la question de l'ancienneté, de la majorité et de la minorité. Elle propose à tous participation et contribution. Et l'islam a, avec l'Europe, la chance de pouvoir s'organiser sur un modèle qui n'existe pas ailleurs, celui du regroupement de ses diversités planétaires, de son Orient à son Occident, de son Sud africain à son Nord turcophone.

Jamais l'opportunité d'une telle rencontre transversale et transnationale, dans un cadre complètement pacifique, n'a eu lieu dans l'histoire musulmane. Et cette rencontre, si elle est clairement vécue comme telle, si elle s'organise dans des instances fédératives et représentatives à l'échelle du continent, permettra à la fois à la diversité de l'islam de se continuer, et à la fois à cette diversité de s'europaniser c'est-à-dire de se dépasser dans le sentiment d'une véritable communion.

L'urgence de l'islam aujourd'hui est de se retrouver et de s'accepter comme pluriel, pour faire front à la chape complexe des téléguidages étrangers, où les pays d'origine entendent utiliser le sentiment d'appartenance à leur profit, à la chape d'une lecture fixiste qui veut unifier artificiellement cette religion dans une centralité imaginaire, au profit d'un pays aux complaisances contradictoires, et pire encore à la chape mortelle de terroristes mondialisés, qui tétanisent les médias et rendent coupables tous les musulmans.

L'islam européen peut gérer sa diversité européenne en interne, selon un processus d'organisation démocratique libérateur. Ce que l'islam européen va gagner dans le processus d'intégration en cours, c'est sa propre possibilité à exister comme religion autonome dans un vaste ensemble démocratique. Avec l'Europe, l'islam ne peut plus être utilisé comme opium du peuple ni comme solution facile à la misère et à l'incompétence, sur le dos de coupables désignés.

Dans le processus dialogique européen, consensuel et toujours porté à l'amélioration, la chance de l'islam est double : tout d'abord sa tradition d'effort interprétatif se trouvera valorisée et stimulée, et enfin son insertion dans la mondialisation se transformera en participation positive, où chaque partie est

amenée à contribuer à la pérennité d'un système pacifique.

L'apport des religions et de l'islam à l'Europe

Dans cette Europe qui se consolide et s'élargit, les religions accompagnent le mouvement. Elles sont appelées à une attitude à la fois prospective et critique dont la légitimité est leur plénitude de sens. Rendues incapables d'imposer au droit commun leur propre normativité et leur vision morale, elle n'en ont pas moins le grand pouvoir d'interférer, de proposer et de donner du sens. Elles restent source de sens, dans un espace qui se veut raisonnable.

L'islam dans cette posture, a une grande responsabilité. Toute sa diversité n'altère en rien la profondeur de ses valeurs universelles, le respect de la vie humaine, le respect de la famille comme lieu de transmission, de protection et d'amour, le respect de l'ordre public et le devoir justice. Avec les confessions chrétiennes, l'islam partage le sens du bien commun à atteindre, le sens de la solidarité et de la redistribution, le souci de soulager les souffrances et la misère. Sur les valeurs de miséricorde, d'altruisme, d'hospitalité et de fraternité, la tradition musulmane a une longue expérience qui ne peut que s'épanouir dans cet équilibre politique, tendu à préserver une vie collective harmonieuse, où les intérêts particuliers et les revendications catégorielles sont dépassés.

À la condition que l'islam accepte, comme d'autres religions, de vivre dans un système juridique qu'il n'inspire pas directement, et dans lequel nombre de lois et de philosophies sont contraires à sa loi transcendante, il lui reste le meilleur de l'esprit religieux, c'est-à-dire l'interpellation critique et la participation sincère.

S'il l'accepte, s'il accepte que ses adeptes deviennent ou restent musulmans, non par crainte ni contrainte, mais par conviction profonde - ce qui l'oblige à admettre la distance ou le détachement de certains d'entre eux- alors l'islam sera une force vive de la cohésion européenne.

Ainsi vécu, Il sera aussi un exemple et une force d'attraction pour les pays limitrophes ou plus lointains dont les populations sont musulmanes. Il pourra tordre le cou aux prophètes de malheur qui veulent que l'incompréhension triomphe et que chacun ne défende que son intérêt. L'Europe, reconstruite sur les ruines d'une guerre abominable il y a 50 ans, agrandie sur les ruines du communisme, est la preuve que la politique internationale n'est pas la gestion au coup par coup du chaos que l'on provoque, mais qu'elle est une volonté politique. De même, l'islam de demain en Europe, sera la preuve que le choc des civilisations n'est qu'une prison idéologique, démentie dans la réalité par une société européenne pacifique qui travaille chaque jour à sa sauvegarde.

Mohamed Bechari

Président de la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF) et vice-président du Conseil français du culte musulman (CFCM).